

L'Ukraine entre « soulèvement démocratique » (version du gouvernement canadien) et « putsch fasciste » (version russe)

lundi 17 mars 2014, par [MANDEL David](#) (Date de rédaction antérieure : 14 mars 2014).

Qui connaît la scène politique en Ukraine sait qu'il y a une circulation continue de personnalités politiques entre gouvernement et opposition : les opposants de Maidan ont jadis fait partie de l'équipe dont ils contestent le pouvoir aujourd'hui.

Commençons par la version occidentale : « soulèvement populaire pour la démocratie ».

L'élection de Yanukovitch en 2010 a été reconnue comme conforme aux normes démocratiques par l'Union européenne ainsi que par la candidate défaite, Yulya Tymochenko. En fait, des élections relativement honnêtes étaient à peu près la seule conséquence positive pour le peuple de la dernière grande mobilisation sur la place Maidan, la dite « Révolution orange » de décembre 2004. De nouvelles élections présidentielles étaient prévues pour mars 2015 ; et les sondages prédisaient une défaite pour Yanukovitch. Le régime lui-même, malgré sa corruption, tolérait assez bien les libertés politiques. Entres autres, une grande partie des médias de masse sont dans les mains de l'opposition.

Quant à l'enjeu immédiat de l'entente avec l'Union européenne, les sondages montraient que la population était divisée là-dessus. De ce point de vue, c'est la tentative d'imposer l'entente à partir de la rue qui semblait anti-démocratique. La revendication démocratique aurait été un débat public suivi d'un référendum. Ou bien un compromis entre l'alignement sur l'Europe et sur la Russie.

Ceci dit, il est clair que la grande majorité des dizaines, parfois des centaines de milliers, qui ont rempli la place Maidan était révoltée par la corruption omniprésente du système politique qui traverse l'ensemble de la société. Les manifestantes et manifestants étaient dans leur grande majorité muEs par le désir d'obtenir le contrôle sur la politique du gouvernement et de l'orienter dans le sens des intérêts populaires.

Ce mouvement est caractéristique de la période contemporaine qui a vu toute une série de soulèvements populaires semblables - en premier lieu dans les pays arabes, mais également dans l'espace de l'ex-URSS. Une population atomisée en a ras-le-bol. Elle se mobilise à travers les médias sociaux mais sans programme clair. Les fruits de cette mobilisation de masse sont ensuite récoltés par des forces qui sont organisées et qui ont une idée claire de ce qu'elles veulent. La raison profonde de ce phénomène est l'absence d'une gauche influente. Cela, à son tour, reflète la faiblesse de la classe ouvrière, qui a été la base sociale traditionnelle de la gauche. Comme telle, la classe

ouvrière était absente des événements en Ukraine - il n'y a eu aucune grève en appui à la protestation - même si la plupart des participantEs dans la place Maidan étaient sans doute des salariéEs à revenu très modeste.

Car le problème n'était pas Yanukovitch, même s'il était corrompu et au service de forces antipopulaires. De ce point de vue, son régime ne distinguait guère des régimes précédents, dont celui de Viktor Youchtchenko, le grand héros de Maidan de 2004, et avant lui de Koutchma, qui lui poursuivait l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, et avant Koutchma de Kravtchuk, ancien bureaucrate communiste devenu père de l'Ukraine indépendante. Le problème, c'est un système politique et une économie dominés par des oligarques qui manipulent les divisions linguistiques et culturelles dans leurs propres intérêts. Qui connaît la scène politique en Ukraine sait qu'il y a une circulation continue de personnalités politiques entre gouvernement et opposition : les opposants de Maidan ont jadis fait partie de l'équipe dont ils contestent le pouvoir aujourd'hui. (D'ailleurs, cela distingue le régime ukrainien du russe. Le régime russe est « bonapartiste » dans le sens que l'État domine les oligarques, tout en promouvant leurs intérêts économiques globaux. En Ukraine, au contraire, les oligarques dominent l'État.)

Les masses révoltées, mais atomisées, sont incapables de comprendre la vraie source du mal et encore moins d'envisager une solution réaliste (qui à mon avis serait le contrôle démocratique des leviers principaux de l'économie - la socialisation). La majorité voyait dans l'adhésion à l'Union européenne (qui ne leur était vraiment pas offerte) une solution magique à la corruption et une garantie des normes démocratiques. L'absence d'analyse et de programme clairs explique également le rôle important qu'ont pu jouer les éléments fascistes : les fascistes rejetaient tout compromis avec le pouvoir contesté et se présentaient comme opposés, non pas seulement aux leaders actuels, mais au « système ». Ils revendiquaient « une révolution nationale ». Cette prise de position ferme attirait les manifestants qui connaissaient les fruits amers de la « Révolution orange » et qui ne comprenaient pas le vrai sens de la « révolution nationale » des fascistes.

Cela amène à l'autre interprétation : un « putsch fasciste ».

Même si elle ne rend pas compte de la complexité des événements, cette interprétation n'est pas dénuée de tout fondement dans la réalité. L'un des trois dirigeants de l'opposition parlementaire avec lesquels les diplomates européens s'entretenaient, Oleg Tyagnibok, est le chef du parti d'extrême droite, « Svoboda », parti russophobe et anti-sémite, qui veut une Ukraine pour les Ukrainiens ethniques et ukrainophones, ce qui exclut la moitié de la population. Le parti a obtenu 12% aux élections parlementaires de 2012, principalement dans les régions occidentales du pays.

Jusqu'en 2005, lorsque le parti a subi un certain lifting, le parti s'appelait « social-national » et affichait le « Wolfsangel » (« crochet du loup », symbole d'unités SS de Hitler. On a pu le voir à certains moments sur scène de Maidan avec la bannière rouge-noir de l'OUN, organisation qui a collaboré avec l'occupation allemande et a participé aux meurtres de masse des populations polonaises et juives. En 2004, Tyagnibok a été expulsé du bloc parlementaire de droite pour ses remarques concernant la « mafia judéo-russe » qui occupe l'Ukraine. Malgré cela, les diplomates de l'Union européenne et des E.-U. ont cru bon de conférer une légitimité à ce parti, qui est maintenant intégré dans les structures du pouvoir : il a obtenu plusieurs postes de ministres, y inclus un poste de Vice-premier ministre et le poste du Procureur général, qui est responsable du respect de la constitution et des lois.

Mais Svoboda fait face à la concurrence sur sa droite de la part d'un regroupement bien plus petit, mais plus violent : le « Pravyi sektor » (Secteur droitier), dirigé par un fasciste de longue date, Dmytro Yaroch. Pravyi sektor est composé de voyous fascistes et de des hooligans du football. Pendant les derniers jours de Maidan, ses militants, qui étaient armés, ont de plus en plus forcé le

rythme de la situation. En prenant d'assaut des bâtiments publics pendant les pourparlers, ils ont contribué à empêcher une entente entre les leaders de l'opposition parlementaire et Ianoukovitch. Aujourd'hui des membres de Pravyi sektor occupe des postes dans le Ministère des affaires internes, qui est responsable de la police et des forces armées internes. Yaroch lui-même s'est fait proposer le poste de Secrétaire adjoint du Conseil national de sécurité et de défense, qui conseille le Président sur la stratégie de défense nationale. (Il semble avoir refusé l'offre comme indigne d'un homme de son envergure.) Le secrétaire du conseil est Andriy Parubiy, militant de longue date de l'extrême droite. Les forces de Pravyi sektor sont à l'origine d'une vague de violence qui traverse présentement le pays et qui vise des organisations, des personnages et des symboles pro-russes ou de gauche.

En somme, si on ne peut pas parler de « putsch fasciste », les fascistes ont émergé des événements beaucoup plus forts et légitimés. Entre autres, les bureaux du Parti communiste et d'une organisation de gauche anti-fasciste ont été mis à sac. Il y a eu une tentative d'incendier la résidence du chef du Parti communiste et une synagogue à Zaporizhe.

Il va sans le dire que cela augure mal pour un pays qui est profondément divisé et qui n'a jamais existé en tant qu'État avant 1991. Ce n'est qu'en 1939 que la partie occidentale, le foyer du nationalisme militant, a été jointe au reste de l'Ukraine. Moscou a présenté la Crimée, qui avait fait partie de la Russie depuis le 18^e siècle, comme un cadeau à l'Ukraine en 1954. Si les nationalistes rejettent le passé soviétique comme illégitime - ils revendiquent une loi de purification ethnique - ils devraient donc être prêts à renoncer à la Crimée. Mais Svoboda propose, au contraire, d'abolir le statut autonome de cette région. En plus, Svoboda veut réintroduire l'ethnicité dans les documents d'identité. Un membre éminent du parti a même proposé de faire de l'emploi du russe un acte criminel.

Une situation si fragile de pousser à la prudence à les vrais patriotes du pays. Au lieu de cela, les nationalistes, qui sont minoritaires et concentrés dans les régions occidentales, cherchent à imposer leur volonté aux autres par la force. L'un des premiers actes du parlement après la fuite de Yanukovitch a été d'abolir la loi de 2012 permettant aux régions de faire du russe la seconde langue officielle, mais toujours subordonnée à l'ukrainien. (Il semble que cette décision a depuis été annulée, mais le mal a été fait.) Les sondages indiquent qu'une forte majorité considère que la langue russe devrait être une langue seconde officielle. Environ la moitié de la population utilise le russe comme langue quotidienne. Ce geste du parlement aide à comprendre la réaction en Crimée, qui est largement russophone et majoritairement ethniquement russe, au nouveau gouvernement à Kiev.

Les divisions sont profondes et complexes. Outre la question de la langue, il y a la culture, et notamment la mémoire historique. Les héros des régions occidentales ont collaboré avec l'occupation allemande et ont participé dans ses crimes ; les héros des régions orientales, du sud et du centre se sont battus contre le fascisme et pour l'Union soviétique. Les intérêts économiques divergent également : l'économie de la partie orientale du pays est fortement intégrée à celle de la Russie, le partenaire commercial de loin le plus important du pays. Il y a également des différences importantes de mentalité, mais je ne vais pas m'aventurer maintenant sur ce terrain.

Quelques mots pour terminer sur les acteurs internationaux.

Tout le monde se souvient de la conversation enregistrée et diffusée sur Internet entre Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe des États-Unis pour l'Europe avec ambassadeur américain à Kiev, au cours de laquelle Nuland a envoyé l'Union Européenne se faire foutre. Mais le sujet central de la conversation était la formation d'un nouveau gouvernement en Ukraine suite à la mobilisation dans la place Maidan. Nuland voulait voir « Yats » à la tête d'un nouveau gouvernement. Et dans les faits,

elle a eu « Yats », c'est-à-dire Arsenii Yatsenyuk, aujourd'hui Premier ministre. Pendant les événements, on a pu également voir Nulland sur la place Maidan qui distribuait du pain aux manifestants. Imaginons la réaction du gouvernement canadien si l'ambassadeur russe aurait distribué des beignes aux étudiantEs durant les manifestations du Printemps érable. Il y a bien sûr une différence : tout le monde sait que l'ingérence occidentale dans les affaires d'autres pays se fait uniquement dans les intérêts du peuple de ces pays et pour promouvoir la démocratie...

Compte tenu des divisions internes profondes de l'Ukraine, de son histoire, et de sa situation géographique, un vrai patriote devrait souhaiter sa neutralité entre la Russie et l'Occident. C'est la position de loin la plus avantageuse pour l'Ukraine. Et contrairement à l'Europe et aux E-U, la Russie s'est montrée prêt à l'accepter. Tous les gouvernements de l'Ukraine depuis son indépendance ont, dans les faits, oscillé entre des positions pro-russes et pro-occidentales, selon la situation.

On doit se demander pourquoi Poutine n'a pas arrêté les négociations entre Yanoukovitch et l'Union européenne bien avant novembre — son parti a adopté l'objectif d'une entente avec l'Europe déjà en 2008 — quand cela aurait été relativement facile à réaliser sans provoquer une telle colère populaire. Il apparaît que c'est Yanukovitch lui-même qui a changé d'idée. Il semble que la raison de la suspension des négociations - Yanukovitch n'a pas rejeté l'accord - était que la situation économique de l'Ukraine, déjà très sérieuse (et c'est le cas depuis l'indépendance) se serait dégradé davantage sous l'impact de l'accord. L'Union européenne n'offrait que quelques 600 millions d'Euros et cela devait être versé en tranches sous condition de la mise en œuvre de réformes dites « structurelles » — en d'autres mots, une politique d'austérité appliquée à une population dont plus que la moitié vit déjà dans la pauvreté [UNICEF - plus que le tiers selon le seuil officiel de \$2 par jours].

En plus, l'Ukraine devait s'engager à éliminer toutes les barrières commerciales et les droits de douane pour les marchandises et les services venant de l'Europe et aligner sa législation et sa réglementation sur l'Europe. L'impact sur l'industrie ukrainienne, concentrée dans la partie orientale, russophone, du pays, aurait été dévastateur. Et qu'est-ce que l'Ukraine aurait eu en retour ? Ni libre entrée en Europe pour ces citoyenNEs, ni adhésion à l'Union européenne. Cela a fini par faire peur à Yanoukovitch, mais pas apparemment à l'actuel Premier ministre, le Yats de Victoria Nulland.

Souvenons-nous de la Yougoslavie. C'est après les réformes imposées par le FMI que les mouvements séparatistes ont pris de l'essor. Une politique d'austérité pénible en Ukraine serait dévastatrice pour la population, renforçant les tendances centrifuges et politiquement malsaines.

Comment se dessine la situation du côté russe ?

Du côté russe, on voit sans doute une nouvelle étape de la politique des E-U et l'OTAN de longue date qui vise à encercler la Russie. C'est un nouvel exemple de la tactique, utilisée en Serbie, en Géorgie, et en Ukraine, pour effectuer un « changement de régime » en instrumentalisant une mobilisation de masse. À part cela, pour des raisons purement internes, le gouvernement russe ne peut rester indifférent face à la montée d'un extrême droite raciste, anti-russe, dans une région limitrophe avec laquelle la Russie a des liens culturels et historiques étroits.

Il n'est donc pas étonnant que la Russie ait gelé son offre de 15 milliards \$ d'aide, offre faite sans conditions d'une politique d'austérité. Et la Russie possède bien d'autres leviers économiques. En décembre dernier, elle a baissé fortement le prix du gaz livré à l'Ukraine. Mais cet accord doit être revu à tous les trois mois. La Russie est le plus grand partenaire commercial de l'Ukraine. Elle a déjà menacé d'imposer des tarifs punitifs sur certains produits quand l'accord avec l'Europe se

discutait.

Le geste militaire en Crimée semble avoir une valeur plutôt symbolique qui vise la population de la Russie autant que les forces de la droite en Ukraine. C'est un avertissement au gouvernement de Kiev de ne pas se laisser trop entraîner. Quant à l'indignation de l'Occident - souvenons-nous du bombardement aérien de la Serbie - complètement illégal du point de vue du droit international - qui avait comme but avoué de protéger les Kosovars contre la menace fictive de génocide.

David Mandel, mardi 4 mars 2014

P.-S.

* <http://www.pressegauche.org/spip.php?article16809>